

Sud

SOLIDAIRES, UNITAIRES ET DEMOCRATIQUES

ADMINISTRATION CENTRALE MINEFI

80-82 rue de Montreuil 75011 PARIS



« Combattre la pauvreté, non les pauvres ! »

L'Assemblée Nationale examine en ce moment le projet de Loi de sécurité intérieure proposé par Nicolas Sarkozy.

Dans la continuité de la Loi de sécurité quotidienne adoptée sous le précédent gouvernement et des différentes mesures prises depuis quelques mois dans le domaine de la Justice par D. Perben, ce texte s'inscrit dans un cadre général visant à étendre toujours plus les pratiques sécuritaires et les appareils répressifs dans notre pays.

Une telle surenchère – sous prétexte de combattre un sentiment d'insécurité par ailleurs largement exploité – ne permet ni d'aborder les véritables problèmes ni d'apporter des solutions viables.

Loin de s'attaquer aux causes réelles de l'insécurité que sont la misère, la précarité sociale, l'exclusion, le mal vivre... qui gangrènent chaque jour davantage notre société, les mesures proposées ne font que restreindre au quotidien les libertés et mettre en péril la cohésion sociale et la démocratie. De plus elles stigmatisent les populations les plus fragiles en flattant et entretenant un climat de peur des autres (SDF, mendiants, prostituées, gens du voyage, jeunes..).

Plus que jamais, il convient de rappeler que ce sont les différentes politiques d'accompagnement de la mondialisation libérale menées depuis plusieurs décennies dans notre pays qui sont les principales sources de l'insécurité sociale et économique qui touche chaque jour une part plus grande de la population. Le message transmis par le laisser faire des gouvernants face aux licenciements boursiers et aux délocalisations par exemple, entretient soigneusement un sentiment d'impuissance générale et de fatalisme dans la population, annihilant toute velléité de résistance de masse.

Ce qu'il faut imposer aujourd'hui, c'est un coup d'arrêt à cette idéologie dominante et la mise en œuvre de mesures qui soient véritablement au service de l'individu et qui visent à endiguer la pauvreté et la précarité au sein de notre société.

Politique de rupture qui passe, entre autres, par l'arrêt du démantèlement des services publics et le renforcement des moyens alloués pour l'éducation, la culture, la santé, la justice, les transports...autant de mesures certes moins spectaculaires et démagogiques que celles prônées par le gouvernement mais ô combien plus efficaces pour espérer endiguer pauvreté et insécurité !